PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Du 3 décembre 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le trois décembre à 18H, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué le vingt-cinq novembre, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Stéphanie CUSIN-PANIT, Maire.

Etai^{ent} présents : **CUSIN-PANIT** Stéphanie, **DOURBIAS** Josette, **BONNEAU** Denis, **PERCHE** Philippe, **BUVIN** Nicole, **BERGONHE** Emilie, **PASQUET** Yolande, **LESPINASSE** Damien, **CHEVALLIER** Nicolas

Pouvoirs : EMMENDOERFFER André pour DOURBIAS Josette

PERRIER Olivier pour CUSIN-PANIT Stéphanie

GILBERT Aurélie pour BERGONHE Emilie

Secrétaire de séance : DOURBIAS Josette

INFORMATIONS

⇒ SICTOM : Mme DOURBIAS, déléguée au SICTOM, indique que les composteurs « city compost » a destination des communes et pour les usagers ne pouvant bénéficier d'un composteur à domicile, ne sont toujours pas livrés.

⇒ Restauration d'une mare : Mme DOURBIAS rend compte d'une réunion organisée par l'OFB qui pourrait, si le dossier est retenu, restaurer la mare située derrière le Cube.

⇒ Projet Eco-Verger : l'OFB organise une réunion le 18/12 à Yzeure à destination des collectivités souhaitant adhérer à un projet d'éco-verger en partenariat avec une école. Mme le Maire se rendra à Yzeure avec Josette DOURBIAS, un agent de la commune et la Directrice de l'Ecole de Hérisson.

⇒ EPHAD : Mme BUVIN, déléguée à l'EPHAD de Hérisson, indique que la structure contient son déficit à 300 000 €. Il reste identique à celui de 2023 alors que du personnel a été renouvelé. La Directrice de l'EPHAD s'est engagée dans une restructuration de son établissement et se mobilise pour engager le personnel dans un plan de formation afin de le fidéliser.

⇒ Présentation du budget du Conseil Départemental : Mme le Maire rend compte du prochain budget du Département. Bien que le PLF 2025 ne compense pas les dépenses en matière sociale dévolue aux Départements, le Président, Claude RIBOULET a confirmé que les aides financières qu'il accorde aux communes de l'Allier ne seraient pas impactées.

⇒ Salon des Maires : Mme le Maire s'est rendue à Paris à l'occasion du Salon des Maires. Elle a assisté à des conférences plénières, des séances animées par des ministres délégués et souligne, entre autres, le ras le bol général des collectivités devant l'ampleur des normes. Elle a également pu rencontrer Mme Françoise GATEL, ancienne Présidente de l'association des Petites cités de caractère (4 communes de la région AURA sont concernées dont Hérisson) et actuellement Ministre déléguée chargée de la Ruralité, du Commerce et de l'Artisanat. Une visite du Sénat a été organisée également. A l'occasion du Salon, Mme le Maire a pu s'entretenir avec une entreprise proposant des rampes d'accessibilités mobile, qu'il conviendrait d'acquérir pour l'accès PMR du Musée et du futur bar tabac presse.

1- APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 OCTOBRE 2024

Madame le Maire présente à l'assemblée le procès-verbal de la réunion du conseil municipal du 8 OCTOBRE 2024.

Le conseil municipal après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le compte-rendu de la réunion du conseil municipal du 8 OCTOBRE 2024.

2- Choix de la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du parc derrière la Mairie

Madame le Maire présente deux offres de géomètres relatives à la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du parc derrière la mairie.

Ce projet s'inscrit dans l'étude financée par l'ANCT et portant sur les aménagements possibles au regard de l'amélioration des espaces publics, des lieux de vie et de rencontres. Il permettra de compléter l'offre de lieux de rassemblement déjà présents sur le territoire, telles que la Place de la République et la Place Joseph Lesage. Cette place offrira un espace plus grand et plus ouvert, des poches de stationnement pour les véhicules ainsi qu'un cheminement doux pour la découverte du centre historique. Une option d'aménagement des jardins de la mairie a également été demandée.

Deux propositions ont été reçues en mairie suite à une consultation :

ALETRGéo : 11 400 € HT

Cabinet TRUTTMANN : 12 200 € HT

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par

Voix pour : 12

Voix contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

- **autorise** Madame le Maire à signer le devis de ALTERGEO pour un montant HT de 11 400 €.

3- Choix de l'architecte pour la réalisation du diagnostic pour la pérennisation des ruines du château

Madame le Maire indique que la commune de Hérisson a précédé à la consultation de plusieurs architectes pour mener à bien un diagnostic pour la pérennisation des ruines du Château. 6 architectes ont été consultés et 4 offres ont été reçues en mairie.

Après ouverture des plis par la CAO (Commission d'Appel d'Offres) le 28 octobre, et l'analyse des offres lors de la séance de cette même commission le 25 novembre auxquelles ont participé à titre consultatif, des membres de l'Association SCH,

Après l'avis favorable de la DRAC quant à l'analyse des offres, le classement a été arrêté comme suit :

N°	Architecte	Montant en € HT
1	DUPLAT Richard	14 584.00
2	ACA - Architectes et associés	14 984.00
3	Croisée d'Archi	21 687.73
4	LARVARON Luc	29 400.00

La CAO propose de retenir la proposition d'ACA Architectes et associés au motif que ce cabinet apportera un regard neuf quant aux projets à réaliser.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par

Voix pour : 11

Voix contre :

Abstention : 1 (PERCHE Philippe)

Ne prend pas part au vote :

- **Autorise** Madame le Maire à signer le devis d'ACA Architecte et associés pour un montant HT de 14 984.00 €.
- **Sollicite** les aides financières auprès de la DRAC

- **Dit** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP du Château

4- Choix des entreprises pour les travaux du commerce 3 rue de Gateuil

Madame le Maire indique que le marché public relatif aux travaux pour le futur commerce situé au 3 rue de Gateuil a été mis en ligne le 01/10/24 pour une réception des offres le 31/10/24. Elle indique que les lots ont été renégociés conformément au règlement de consultation.

La CAO s'est réunie le 04/11/24 pour l'ouverture des plis puis le 25/11/24 pour l'attribution des lots en présence de Mme LAPRUGNE, Architecte et MOE.

Il est proposé d'attribuer les lots comme suit :

N° lot	Libellé	Entreprise	Montant en €HT
1	Démolitions déplombage maçonnerie	CLEMENT	90 013.00
2	Charpente bois - couverture tuiles et zinc	BOUBAT	40 500.00
3	Menuiseries intérieures et extérieures	BARRERE	27 600.00
4	Doublages - Cloisons - Plafonds - Isolation - Peinture	SAPP	17 830.85
5	Carrelage Faïence	ZANELLI	5 049.00
6	Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaire	DUMAS GIRY	10 275.00
7	Electricité	TAUVERON André	9 545.10
		TOTAL	200 812.95

L'estimation de la MOE est de 203 200.00 € HT

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par

Voix pour : 11

Voix contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 (Yolande PASQUET)

- **Autorise** Madame le Maire à signer les DGPF des entreprises retenues et tout document relatif au marché.

5- Location du photocopieur - renouvellement

Madame le Maire indique que la location du photocopieur de la mairie arrive à son terme en fin d'année.

Bureau et Gestion propose de renouveler le photocopieur par un Konica Minolta C251i neuf au même tarif que l'actuel ou par un photocopieur de la gamme supérieur C301i pour 13.95 € TTC de plus /mois.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par

Voix pour : 12

Voix contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

Décide de retenir la location pour un Konica Minolta C251i
Autorise Mme le Maire à signer le contrat de location

6- Organisation du temps de travail

Madame le Maire indique l'article 47 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit que "Les collectivités territoriales... ayant maintenu un régime de travail mis en place antérieurement à la publication de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 ... disposent d'un délai d'un an à compter du renouvellement de leurs assemblées délibérantes pour définir... les règles relatives au temps de travail de leurs agents. Ces règles entrent en application au plus tard le 1er janvier suivant leur définition. Le délai mentionné au premier alinéa du présent I commence à courir : 1° En ce qui concerne les collectivités territoriales d'une même catégorie, leurs groupements et les établissements publics qui y sont rattachés, à la date du prochain renouvellement général des assemblées délibérantes des collectivités territoriales de cette catégorie...".

La date butoir ainsi définie est le 28 juin 2021 pour les communes dont le conseil municipal a été élu en 2 tours, avec entrée en application au 1er janvier 2022.

La loi de 2019 n'offre pas le choix aux collectivités territoriales, elles doivent délibérer ; le fait que le délai soit dépassé n'annule pas cette obligation.

Après avis favorable de la commission du Personnel réunie le 29/10/24,

Le conseil municipal de HERISSON, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le Code Général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84- 53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du comité social territorial du 28/11/2024

Le Maire informe l'assemblée :

L'article 47 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique abroge les régimes dérogatoires à la durée légale de travail obligeant les collectivités territoriales dont le temps de travail est inférieur à 1607 heures à se mettre en conformité avec la législation.

Les collectivités disposent d'un délai d'un an à compter du renouvellement de leur assemblée pour prendre une nouvelle délibération définissant les règles applicables aux agents.

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique. Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail.

Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.

Le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.

Ce principe d'annualisation garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Ainsi, les cycles peuvent varier en fonction de chaque service ou encore en prenant en considération la nature des fonctions exercées.

Le temps de travail peut également être annualisé notamment pour les services alternant des périodes de haute activité et de faible activité.

Dans ce cadre, l'annualisation du temps de travail répond à un double objectif :

répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité ;

maintenir une rémunération identique tout au long de l'année c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Ainsi, les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	- 104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	- 25
Jours fériés	- 8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1.600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1.607 heures

L'aménagement du temps de travail doit, en toute hypothèse, respecter des garanties minimales fixées par la directive européenne n°95/104/CE du Conseil de l'Union européenne du 23 novembre 1993 et par le décret n°2000-815 du 25 août 2000, reprises au tableau ci-dessous.

Décret du 25 août 2000	
Périodes de travail	Garanties minimales
Durée maximale hebdomadaire	48 heures maximum (heures supplémentaires comprises) 44 heures en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives

Durée maximale quotidienne	10 heures
Amplitude maximale de la journée de travail	12 heures
Repos minimum journalier	11 heures
Repos minimal hebdomadaire	35 heures, dimanche compris en principe.
Pause	20 minutes pour une période de 6 heures de travail effectif quotidien
Travail de nuit	Période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.

Le Maire rappelle enfin que pour des raisons d'organisation et de fonctionnement des services administratifs et techniques, et afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, il convient en conséquence d'instaurer pour les différents services de la commune des cycles de travail différents.

Le Maire propose à l'assemblée :

[Article 1 : Fixation de la durée hebdomadaire de travail](#)

Le temps de travail hebdomadaire en vigueur au sein de la commune est fixé à 35h00 par semaine pour l'ensemble des agents.

Compte-tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, les agents ne bénéficieront pas de jours de réduction de temps de travail (ARTT).

[Article 2 : Détermination du \(ou des\) cycle\(s\) de travail :](#)

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l'organisation des cycles de travail au sein des services de HERISSON est fixée comme il suit :

Au sein de la collectivité, il existe deux types de cycles :

- Les cycles hebdomadaires
- Les cycles annualisés

Les horaires de travail seront définis en accord avec l'autorité territoriale pour assurer la continuité de service.

Les services administratifs :

Les agents des services administratifs seront soumis au cycle de travail hebdomadaire suivant : 35 heures sur 5 jours ou 35 heures sur 4 jours

Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires variables (permet de donner aux agents la possibilité de moduler leurs horaires journaliers de travail), ils sont fixés de la façon suivante :

Plage variable de 8h à 9h

Plage fixe de 9h à 12h

Pause méridienne flottante entre 12h et 14h d'une durée minimum de 45 minutes

Plage fixe de 14h à 16h

Plage variable de 16h à 19h

Au cours des plages fixes, la totalité du personnel du service doit être présent. Pendant, les plages variables, l'agent a la liberté de choisir chaque jour ses heures d'arrivée et de départ.

Les agents sont tenus d'effectuer chaque mois un nombre d'heures de travail correspondant à la durée réglementaire.

Les agents sont tenus de se soumettre au contrôle de la réalisation de leurs heures notamment par la tenue d'un décompte exact du temps de travail accompli chaque jour par chaque agent.)

Les services techniques :

Les agents à temps plein :

Les agents des services techniques exécutent leur temps de travail au choix après accord de l'autorité territoriale comme suit :

Les semaines 1 à 25 et 38 à 52 en alternance :

1 semaine de 4 jours à 31h

1 semaine de 5 jours à 39h

Les semaines 26 à 37 : 5 jours à 35h

Ou

Les agents ont la possibilité de travailler sur 5 jours toute l'année

Ou

Les agents ont la possibilité de travailler sur 4 jours toute l'année

Les agents annualisés :

L'agent en charge de la gestion du camping à son temps de travail annualisé sur 2 périodes :

Période haute : du 01 avril au 31 octobre

Période basse du 1^{er} novembre au 31 mars pendant laquelle l'agent peut être amené à effectuer diverses tâches ou à des périodes d'inactivité pendant lesquelles l'agent doit poser son droit à congés annuel ou son temps de récupération.

Les agents à temps partiel :

Les agents à temps partiel travaillent en fonction de leur temps hebdomadaire sur 1 à 4 jours

Article 3 : Journée de solidarité

Compte tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, la journée de solidarité, afin d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, sera instituée: le lundi de la pentecôte

DECIDE d'adopter la proposition du Maire,

ADOPTÉ :

à l'unanimité des membres présents

7- Modification de la délibération 11/2020 du 24 février 2020 relative à la mise en place du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Le Maire, rappelle à l'assemblée qu'en application de l'article 714-4 du Code Général de la Fonction Publique et du décret n°91-875 du 6 septembre 1991, l'assemblée délibérante fixe le régime indemnitaire de ses agents dans la limite de celui dont bénéficient les différents services d'Etat.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L 712-1 et L 713-1 ; L 714-4 à L 714-6, L 714-8

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application l'article L 714-4 du Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création

d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'avis favorable de la Commission du Personnel en date du 29/10/24

Vu l'avis du Comité Social Territorial (CST) en date du 28/11/2024

Considérant qu'il revient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions des indemnités allouées aux agents de la collectivité,

Le Maire propose à l'assemblée délibérante de modifier la délibération du 24 février 2020 et d'instaurer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et d'en déterminer les critères d'attribution

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle,

Le complément indemnitaire versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent.

Le présent régime indemnitaire est attribué, quelle que soit la quotité de travail, aux agents titulaires et aux agents sous contrat à durée indéterminée. Les grades concernés par le RIFSEEP sont ceux figurant au tableau des effectifs, soit :

Les rédacteurs territoriaux

Les adjoints administratifs,

Les adjoints techniques

L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Les groupes de fonctions sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, au regard de :

o la responsabilité d'encadrement,

o l'ampleur du champ d'action,

De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :

o autonomie et prise d'initiatives,

o diversité des compétences,

Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

o collaboration avec les autres agents et les élus,

o relations avec les administrés et les fournisseurs,

o utilisation du matériel.

Le Maire propose de fixer les groupes et de retenir les montants maximums annuels, par agent, ainsi qu'il suit :

Pour la filière administrative :

<i>Groupe s</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Grades</i>	<i>Montant annuel maximum de l'IFSE</i>
1	<i>Secrétaire Général de Mairie</i>	<i>Rédacteur principal 2ème classe Rédacteur principal 1ere classe Adjoint administratif principal 1^{er} et 2^{ème} classe jusqu'au 31/12/2027</i>	7 200 €
2	<i>Assistante administrative Agent d'accueil polyvalent</i>	<i>Adjoint administratif principal 2ème classe Adjoint administratif principal 1ère classe</i>	4 800 €

Pour la filière technique

<i>Group e</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Grades</i>	<i>Montant annuel maximum de l'IFSE</i>
1	<i>Responsable des services techniques</i>	<i>Adjoint technique principal 1ere classe Adjoint technique principal 2ème classe</i>	7 200 €
2	<i>Agent polyvalent</i>	<i>Adjoint technique principal 2^{ème} classe</i>	4 800 €

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

Connaissance professionnelle antérieures dans le privé et le public

Nombre d'année d'expérience sur le poste

Parcours de formations suivis

volume des connaissances pratiques,

variété des domaines de compétences,

niveau d'expertise et de technicité de l'agent,

sujétions spéciales.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

en cas de changement d'emploi, de fonctions ou de grade,

au moins tous les quatre ans.

L'IFSE est versée mensuellement et proratisée en fonction du temps de travail.

En cas d'absence pour maladie professionnelle, pour accident de travail, pour congé de maternité, pour congé de paternité et pour congé d'adoption, le versement de l'IFSE est maintenu et suit le sort du traitement. Il est suspendu à raison d'un trentième par jour dans tous les autres cas de

maladie (maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie), en cas de grève, en cas de mise en disponibilité, en cas d'indisponibilité supérieure à six mois, en cas de sanction disciplinaire.

L'IFSE est exclusive de toutes les autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables. Le cas échéant, l'IFSE peut donc être cumulée avec :
l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement),
les sujétions ponctuelles liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...).
L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Le complément indemnitaire annuel (CIA)

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de l'engagement professionnel de l'agent et de sa manière de servir appréciés lors de l'entretien professionnel réalisé en novembre pour l'année N.

Le complément indemnitaire sera déterminé en tenant compte des critères suivants :
les résultats professionnels obtenus par l'agent (respect des directives, des objectifs, qualité du travail)

l'adaptabilité et la capacité à exercer des fonctions d'un niveau supérieur,

l'effort de formation professionnelle,

la capacité à travailler en équipe et à transmettre ses compétences,

les qualités relationnelles avec la population et avec les élus,

la discrétion,

la ponctualité et la disponibilité.

Le Maire propose de fixer les montants maximums annuels, par agent, en fonction des groupes et des grades :

Filière administrative

<i>Groupe</i>	<i>Montant annuel maximum du CIA</i>
1	720 €
2	480 €

Filière technique

<i>Groupe</i>	<i>Montant annuel maximum du CIA</i>
1	720 €
2	480 €

Le CIA est versé en une seule fois en décembre et proratisé en fonction du temps de travail.

Le versement du CIA est suspendu à raison d'un trentième par jour en cas d'absence quel qu'en soit le motif.

Le CIA est exclusif de toutes les autres indemnités liées à la manière de servir.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

Voix Pour : 8

Voix contre : 2 (PERCHE Philippe et LESPINASSE Damien)

Abstention : 2 (BERGONHE Emilie et GILBERT Aurélie)

Ne prend pas part au vote :

de modifier la délibération du 24 février 2024 instaurant le RIFSEEP

Le Conseil Municipal prévoit :

- que les primes et indemnités seront ajustées automatiquement en fonction de l'évolution des textes règlementaires en vigueur,
- que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget, chapitre 012.

Monsieur PERCHE Philippe indique que l'enveloppe dédiée au RIFSEEP augmente de 50%

8- Mise en place d'un organigramme

Madame le Maire indique que dans la continuité de l'organisation du temps de travail et la modification du RIFSEEP, il convient de procéder à l'élaboration d'un organigramme.

Elle rappelle que l'autorité territoriale exerce le pouvoir hiérarchique sur les agents et dispose d'un pouvoir général d'organisation des services.

Après avis favorable de la Commission du Personnel en date du 29/10/24,

Après avis du CST en date du 28/11/24,

Madame le Maire présente l'organigramme de la commune en annexe.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par,

Voix pour : 12

Voix contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

- Valide l'organigramme de la commune de Hérisson tel que présenté en annexe.

9- Création d'un poste de Rédacteur Territorial

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret 2024-826 du 16 juillet 2024 portant disposition dérogatoire à la promotion interne réservée aux secrétaires généraux de mairie ;

Vu le budget communal ;

Vu le tableau des effectifs ;

Le Maire expose :

Conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Dans le cadre de la promotion interne, un agent nommé sur un poste d'adjoint administratif principal 1^{re} classe et faisant fonction de Secrétaire Général de Mairie est inscrit sur la liste d'aptitude de rédacteur territorial à effet au 1^{er} décembre 2024,

Afin de nommer cet agent sur ce grade, le Maire propose au conseil municipal de créer un poste de rédacteur à temps complet.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par,

Voix pour : 11

Voix contre :

Abstention : 1 (PERCHE Philippe)

Ne prend pas part au vote :

- Décide de la création d'un poste de Rédacteur territorial à temps complet avec effet au 01/01/25 pour assurer les fonctions de Secrétaire Général de Mairie
- Les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

10-Modification du temps de travail d'un agent au grade d'adjoint technique territorial

Compte tenu d'un calcul erroné sur l'annualisation d'un temps de travail d'un agent, il convient de modifier la durée hebdomadaire de service de l'emploi de d'adjoint technique en charge de la Gestion du Camping.

Cette modification étant supérieure à 10 % de la durée de temps de travail initialement fixée, celle-ci doit être considérée comme une suppression de poste.

Madame le Maire propose à l'assemblée la suppression de l'emploi d'adjoint technique en charge de la gestion du Camping correspondant à la durée de travail de 21h/hebdomadaire créé par délibération du 12/12/2023 et la création simultanée d'un emploi d'adjoint technique en charge de la gestion du Camping à temps non complet à raison de 19h/hebdomadaire à compter du 1^{er} janvier 2025.

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L.313-1 et L.542-3,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n° 71/2024 du 03/12/2024,

Vu le tableau des emplois,

Vu l'avis favorable de la Commission du Personnel en date du 29/10/24,

Vu l'avis favorable de l'agent par courrier en date du 06/11/2024,

Vu l'avis du comité social territorial,

Considérant qu'il est nécessaire de modifier la durée hebdomadaire de service de l'emploi d'adjoint technique en charge de la gestion du Camping,

DECIDE

D'adopter la proposition de Mme le Maire,

De modifier, en conséquence, le tableau des effectifs comme suite à compter du 1^{er} janvier 2024 :

Emploi	Grade	Catégorie	Effectif	Durée hedo
Gestionnaire du Camping	Adjoint technique	C	1	19h

Que les crédits nécessaires seront inscrits au budget

Par :

Voix pour : 12

Voix contre :

Abstention :

11-Tableau des effectifs au 01/01/2025

Suite aux modifications des emplois par délibération 73/2024 et 74/2024 du 03/12/2024, Madame le Maire propose le tableau des effectifs suivant :

Grade	h/hedo	T	S	C	Situation
Rédacteur Territorial	35h	1			1 agent
Adjoint principal 1ere classe	35h				Vacant
Adjoint administratif principal 1ere classe	35	1			1 agent
Adjoint administratif principal 1ere classe	10.50				Vacant
Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	17.5				Vacant
Adjoint administratif	35	1			1 agent
Adjoint administratif	20			1	1 agent
Adjoint technique	35	1		1	2 agents
Adjoint technique	30	1			1 agent
Adjoint technique	19		1		1 agent
Adjoint technique	12	1			1 agent

T : titulaire, S : stagiaire, C : contractuel

Madame le Maire rappelle qu'un emploi contractuel complète les effectifs sur un accroissement temporaire d'activités au service technique pour 30h par semaine.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par,

Voix pour : 12

Voix contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

- Adopte le tableau des effectifs tel que présenté
- Dit que les crédits sont inscrits au budget de la commune

12-Tarifs du Camping pour 2025

Madame le Maire informe l'assemblée que les tarifs du camping n'ont pas augmenté depuis la dernière délibération du 9 février 2023.

Elle propose d'augmenter les tarifs journaliers comme suit :

Prestations	Tarif 2025	Anciens tarifs
Redevance par campeur (adultes)	3.00	2.50
Enfant de moins de 4 ans	Gratuit	Gratuit
Enfant de 4 à 10 ans	2.00	1.80
Redevance par emplacement	2.50	2.00
Redevance par visiteur	2.50	2.00
Redevance par automobile	2.00	1.50
Branchement électrique	4.50	4.00
Animaux	Gratuit	Gratuit
Garage mort du 01/06 au 31/08	3.00	2.50
Garage mort du 01/09 au 31/05	2.50	2.00

Pour rappel, le règlement des garages morts s'effectue en début de mois.

TARIFS TAXE DE SEJOUR :

Tarif de séjour : selon le tarif en vigueur (il sera affiché au camping)

Enfant de - de 18 ans : gratuit

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par

Voix pour : 12

Voix contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

- Adopte les nouveaux tarifs pour le camping à partir du 1^{er} avril 2025.

13-Demande de subvention auprès de la Poste pour les travaux d'aménagement de la Banque Postale

Madame le Maire informe que les travaux d'aménagement des locaux de l'Agence Postale sont estimés à 102 630 € et que le MOE propose une option de 8 673.50 € soit un montant total HT de 111 303.50 €.

Le projet consiste à réorganiser l'espace entre le service de l'Agence Postale et la bibliothèque-médiathèque communale.

La Poste, via un fonds de péréquation géré par la CDPPT peut subventionner les travaux à hauteur de 50% avec un plafond. Le mobilier peut également être fourni par la CDPPT.

Madame le Maire demande l'autorisation de solliciter le fond de péréquation de la CDPPT et le mobilier nécessaire à l'agence postale.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide

Voix pour : 12

Voix contre :

Abstention :

- Ne prend pas part au vote :
- Autorise Mme le Maire à solliciter une aide financière pour les travaux d'aménagements intérieurs de l'Agence postale et le mobilier nécessaire au fonctionnement du service.

14-Convention pour une mutuelle communale

Madame le Maire présente la proposition de la mutuelle AXA à l'assemblée. Cette mutuelle s'adresse aux habitants ayant leur résidence principale sur le territoire de la commune ; elle souhaite leur proposer une mutuelle santé.

Dans le cadre d'une convention entre la commune et AXA, la commune s'engage à fournir une salle pour l'organisation d'une réunion publique.

Constatant que cette proposition relève d'un intérêt public au regard des habitants ne disposant pas d'outils numériques ou ne pouvant se déplacer facilement vers des agences proposant ce type de service,

Madame le Maire demande l'autorisation d'accepter la proposition de la mutuelle AXA.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide

Voix pour : 7

Voix contre :

Abstention : 4 (DOURBIAS Josette, Damien LESPINASSE, Philippe PERCHE, BUVIN Nicole)

Ne prend pas part au vote : 1 (BONNEAU Denis)

- D'accepter la proposition ci-annexée de la mutuelle AXA

QUESTIONS DIVERSES

- Nicole BUVIN : avons-nous des nouvelles de la délégation Petites Cités de Caractère ?

⇒ Le label est prolongé de 5 ans pour la commune de Hérisson comme indiqué au précédent conseil municipal.

- LESPINASSE Damien : où en est-on de l'adressage devenu obligatoire pour les communes ?

⇒ Le personnel ne peut dégager du temps pour réaliser l'adressage. Un devis sera demandé à La Poste.

- BERGONHE Emilie : Est-ce que dispositif Doc&Doc est efficient ?

⇒ Non. La commune ne se réengagera pas. Aucun médecin ne souhaite pour l'instant s'installer sur le territoire de Hérisson.

- BERGONHE Emilie : Mme Beaufrère de l'association SCH a réalisé une modélisation du Château tel qu'il était à son origine. Sera-t-il possible de mettre à disposition du public sa vidéo ?

⇒ Oui. Le travail de Mme Beaufrère est remarquable. Il a toute sa place à l'Office du Tourisme. L'achat d'un écran est envisagé.

- BERGOHNE Emilie : est-il possible de déplacer les poubelles de Chateloy ?

⇒ Le déplacement derrière les toilettes sèches sera possible lorsque le sol sera moins détrempé.

- PERCHE Philippe : il souhaite que la commune renouvelle le chantier de jeunes de l'association ARCADE.

- CHEVALLIER Nicolas : une BMW traverse régulièrement le bourg à vive allure. La conduite est dangereuse et le conducteur grossier ; il propose que la plaque d'immatriculation soit relevée.

- CUSIN-PANIT Stéphanie : la Maison des Loisirs sera déconstruite la semaine prochaine. Les Vœux de la municipalité auront lieu le 17/01/25 à 18h30. Le repas des aînés est programmé le 22/01/25.

Séance levée à 21h05.

Le Secrétaire de Séance
Josette DOURBIAS

Le Maire
Stéphanie CUSIN-PANIT